

Birmanie, le pays aux mille pagodes...

Autor(en): **Vander-Schlieren, A.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[93] (2005)**

Heft 1497

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282919>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

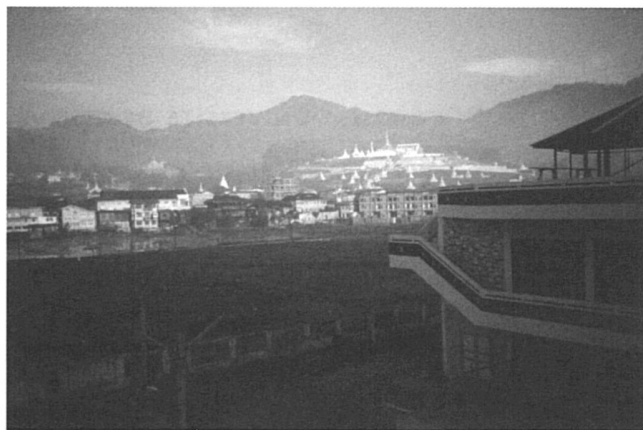
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Birmanie, le pays aux mille pagodes...



DR

Le 4 Janvier 1948, la Birmanie proclamait son indépendance. Celui sans qui cela n'aurait pu arriver était un Général de l'armée birmane, le Général Aung San, qui sortit successivement le pays des jougs japonais et anglais. Il ne sera malheureusement plus là pour assister à l'avènement de l'indépendance, ayant été assassiné six mois plus tôt, en même temps que l'ensemble du gouvernement d'union nationale qu'il avait formé. Ce gouvernement avait pour but, outre de tenter l'unification d'un pays très largement doté en groupes ethniques, d'opérer le délicat passage du statut de dominion de l'empire colonial britannique à celui d'Etat pleinement souverain.

A.VANDER-SCHUIJEREN

U Nu, qui remplaça Aung San au poste de premier ministre, se heurta rapidement à l'hostilité de certaines minorités ethniques qui voyaient d'un mauvais œil la naissance d'un Etat birman dans lequel les états fédérés, au nombre de sept, n'auraient plus leur mot à dire. De larges poches de « rébellion » communiste d'une part (bientôt rejointes par ce qu'il restera des troupes du Kuo Min Tang de Tchang-Kai-Tchek), et Karen d'autre part, déclenchèrent alors une véritable guerre civile que le gouvernement de Rangoon eut bien du mal à mener. Le théâtre des opérations se situant la plupart du temps dans des régions frontalières, que l'armée nationale connaissait mal. A la fin des années 50, la situation globale était très mauvaise. Toutefois, les Birmans avaient de bonnes raisons de croire à un brillant avenir : le taux d'alphabétisation était le plus élevé de toute l'Asie et la presse était libre et pléthorique. Le pays était surnommé le « bol de riz » de l'Asie du Sud-Est, il détenait plus des trois quarts des réserves mondiales de bois de teck, et possédait de vastes mines de pierres précieuses, jade et rubis en particulier. Plus vaste pays continental d'Asie du Sud-Est, la Birmanie a des frontières communes avec le Bangladesh, l'Inde, la Chine, le Laos et la Thaïlande. Autant de facteurs qui purent favoriser la persistance d'une guérilla, mais peuvent tout aussi bien aider un pays à s'affirmer sur la scène internationale. Le pays fut un des Etats fondateurs du mouvement des non-alignés, et en 1961 il fournit un Secrétaire Général à l'ONU, U Thant.

En octobre 1958, la situation était telle qu' U Nu demanda au Général Ne Win, commandant en chef des armées et ancien compagnon d'Aung San dans sa lutte pour libérer le pays, de « rétablir l'ordre ». Malgré tous ses efforts, rien n'y fit. Ne Win fit un coup d'Etat le 2 Mars 1962, prenant les rênes du pays afin de réaliser ce qu'il nommait « la voie birmane vers le socialisme » : il nationalisa l'économie en 1963 et cadenassa le pays pour mener en toute quiétude « sa » guerre contre les minorités ethniques.

Quarante ans plus tard, la Birmanie, rebaptisée Myanmar en 1989, régie par une dictature militaire féroce, est le septième pays le plus pauvre du monde. Travail et prostitution forcés y sont monnaie courante, le déplacement de

populations entières pour permettre la réalisation de « travaux d'intérêt national » est chose commune, et aucune liberté n'est tolérée, pas même celle de penser. Toute réunion de plus de cinq personnes est interdite. Les stigmates de la Terreur sont visibles : un militaire sur cinq appartient à la police secrète, tout le monde se méfie de tout le monde et les disparitions sans aucune explication sont une banalité. La corruption est très répandue dans l'armée, qui a vu ses effectifs passer de deux cent mille hommes à quatre cent cinquante mille en l'espace de quinze ans.

La Birmanie moderne accumule les funestes records : inflation si élevée qu'elle n'est pas évaluable; deuxième producteur et exportateur mondial d'opium et de son dérivé transformé, l'héroïne (juste derrière l'Afghanistan); producteur de métamphétamine (la nouvelle drogue de synthèse « du pauvre », qui fait des ravages dans le monde entier et qui était évaluée à plus d'un milliard de pilules pour 2003); plus grande armée d'enfants au monde (selon Human Rights Watch, 20% des soldats ont moins de 18 ans); premier pays à s'être fait décerner le peu enviable label de « narco-Etat » par l'Observatoire Géopolitique des Drogues; plus fort taux de déforestation au monde...

Le régime autoritaire et autarcique du Général Ne Win était certes très dur, mais ce n'est que lorsqu'il se retira, début 1988, que le véritable cauchemar des Birmans commença, si tant est qu'il soit possible d'établir une gradation dans le martyre d'un peuple entier. En effet, en septembre 1987, sur conseil de son numérologue, Ne Win décide de retirer de la circulation, sans aucune compensation, les trois plus petites coupures de kyats, soit environ 70% de la monnaie birmane. Le système bancaire étant inexistant, 90% de la population se retrouva ruinée du jour au lendemain. Cette folie de trop catalysa la colère des Birmans, et un mouvement général de désobéissance civile entraînant étudiants, puis professeurs, fonctionnaires, paysans, vieillards, enfants, gagna l'ensemble du pays en quelques semaines. Le 8 Août 1988, la plus grande manifestation, pacifique comme il se doit concernant un peuple à 90% bouddhiste, jamais organisée en

Birmanie réunit près de 500.000 personnes à Rangoun, la capitale. L'armée encercla les manifestants et tira à vue sur tout ce qui ne portait pas d'uniforme militaire, médecins et infirmières y compris. De 3000 à 10000 personnes, selon les témoignages, furent ainsi froidement assassinées, sans compter ceux ou celles qui périrent de froid, de faim ou de la malaria durant leur fuite à travers le pays, pourchassées pendant plus d'un mois pour certaines. Ne Win annonça dans les semaines qui suivirent son retrait de la vie politique en faveur du SLORC (Conseil d'Etat pour la Restauration de la Loi et de l'Ordre).

A partir de cette date, non seulement la répression de toute opposition, si discrète soit-elle, se poursuit (collèges, lycées, universités seront fermés), mais la junte se mit à organiser le pillage en règle de toutes les ressources du pays, à son unique profit. C'est à partir de ce moment que le travail forcé, donnée «culturelle» selon la junte, devint une institution au service de l'ouverture du pays aux investissements étrangers. Désormais, le déplacement de villages entiers accompagne les grands travaux d'Etat,

construction de chemins de fer, de barrages, ou du tristement célèbre gazoduc de Yadana, construit par la société française Total.

De même, grâce au «Roi de la drogue», un certain Khun Sa, la production d'opium fit un bond, passant de 800 tonnes par an à plus de 2500 tonnes en quelques années. La junte, s'apercevant vite de la bonne rentabilité de l'héroïne, construisit des usines de transformation de l'opium. Elle organisa le trafic en procurant des papiers spéciaux permettant de passer les barrages.

Les généraux sont tranquilles, personne en Asie ne leur fera de reproches. Probablement pour une affaire de façade, une purge a lieu au sein des cercles proches du pouvoir, et le SLORC devient SPDC (Conseil d'Etat pour la Paix et le Développement, saisissez la nuance) le 15 Novembre 1997. Si certaines têtes changent, la ligne générale ne bouge pas d'un iota : enrôlement forcé d'enfants dans l'armée, utilisation de ces derniers ou de leurs aînés comme boucliers humains, détecteurs de mines ou porteurs de matériel militaire.

La condition des femmes birmanes sous le régime militaire.

Comme le montre encore le dernier rapport (Threat to the Peace) présenté en septembre 2005 au Conseil de Sécurité de l'ONU, les femmes et jeunes filles birmanes sont continuellement soumises au harcèlement sexuel avec sévices entraînant quelquefois la mort, et ceci par les militaires et officiers de l'armée birmane. Ces exactions sont surtout commises sur les femmes d'origine ethnique et dans le contexte de conflits armés. Cette violence est utilisée comme une arme par les militaires pour démoraliser et affaiblir les minorités ethniques. Chaque année plusieurs femmes birmanes viennent témoigner de ces exactions à la Commission des Droits de l'Homme à Genève afin que leur cause soit entendue.

Situation géographique

La Birmanie est un pays du Sud-Est asiatique situé dans la péninsule indochinoise. Elle est limitée au nord par la région autonome du Tibet (Chine), à l'est par la Chine, le Laos et la Thaïlande, au sud par la mer d'Andaman et le golfe du Siam, et à l'ouest par l'océan Indien, le golfe du Bengale, le Bangladesh et l'Inde. La Birmanie forme, en principe, une Union fédérale – d'où le nom d'Union birmane – composée de sept États théoriquement peuplés de non-Birman-e-s au nord (l'État arakan, l'État chin, l'État kachin, l'État karen, l'État kayah, l'État shan et l'État môn) et de sept provinces ou «divisions» administratives habitées par des Birman-e-s au sud.

Source : Jacques Leclerc, www.tfq.ulaval.ca/axl/

L'Association Suisse-Birmanie

L'association Suisse Birmanie est née en 1992, fondée par un groupe de personnes passionnées par la Birmanie. Sa mission est d'apporter aide et soutien aux peuples opprimés de Birmanie et de faire entendre leur voix. Ses moyens : soutenir activement les forces démocratiques birmanes élues en mai 1990 qui luttent pour la liberté et la démocratie; promouvoir la cause birmane auprès des autorités suisses et informer la population suisse sur les réalités sociales, politiques et culturelles en Birmanie; appuyer toutes les initiatives qui apportent une aide concrète aux personnes et aux groupes qui s'engagent en faveur de la démocratie en Birmanie.

Soutenez-nous et devenez membre de l'ASB

Vous serez informés de ce qui se passe en Birmanie et des activités de l'association.

Cotisation annuelle: Fr. 50.- Etudiant-e / AVS / AI / chômeur-euse : Fr. 25.-

Cotisations et dons : CCP: 12-13564-9 www.birmanie.ch